TRES. PONT-A-MARCQ
PONT A MARCQ -

Valorisation du compte de gestion

2016

L'analyse suivante est présentée à partir de la valorisation des comptes de gestion 2014-2015-2016.

Chaque rubrique fait l'objet d'un commentaire suivi de documents qui retracent par année les évolutions sous forme de tableaux et de graphiques.
En fin de document, figurent l'état de la dette et un bilan synthétique des restes à recouvrer arrêtés au 31 décembre 2016.
L'analyse pourra être utilement complétée par les fiches financières AEFF, désormais accessibles via le portail PIGP, qui listent une série d'informations financières et fiscales qui permettent de caractériser les finances de la commune et de la situer parmi les communes comparables.

Les Dépenses

Poursuivant une pente continue, les dépenses d'investissement ont encore chuté de 52,41 % par rapport à celles de l'exercice 2015, tandis que, dans le même temps, les dépenses de fonctionnement restaient stables.

Le délai global de paiement s'est amélioré pour s'établir à 28,74 jours, contre 34,10 jours en 2015 et 34,49 jours en 2014, s'inscrivant dès lors dans le délai de 30 jours réglementairement imparti.

Le délai de paiement du comptable a suivi une évolution identique puisque, de 5,69 jours en 2016, il s'est réduit en 2016 à 2,86 jours pour 2 624 lignes de mandats.

Le taux d'erreurs relevé sur les mandats en 2016 s'est élevé à 4,89 %, avec aucune erreur patrimoniale significative, ce qui continue de relever d'une bonne qualité de mandatement.

Les Recettes

La Commune a émis 1396 lignes de titres en 2016 (1453 en 2015 et 1495 titres en 2014), pour l'ensemble des sections de fonctionnement et d'investissement.

LE FONCTIONNEMENT :

Les charges de fonctionnement :

Demeurant stables par rapport à l'année précédente, elles ont présenté au 31/12/2016 un ratio de 846 €/hab (686 € pour le Nord, 712 € pour la Région et, 738 € en moyenne nationale) pour les mêmes catégorie de communes et strate démographique. Comme par le passé, elles continuent de leur rester supérieures.

A l'exception notable des charges diverses, toutes ont enregistré une baisse.

En effet :

- Les charges de personnel ont régressé de 6,32 % entre 2015 et 2016 ;

- Les charges de gestion courante ont diminué de 4,13 % entre 2015 et 2016 et, celles à caractère général (achats divers, contrats, entretien, maintenance, services, taxes et impôts), ont enregistré une nouvelle baisse de 13,34 %, imputable pour l'essentiel à l'absence de dépenses d'entretien des bâtiments (45 412 € en 2015) et de versement de primes d'assurances (49 064 € en 2015), ainsi qu'à la réduction des rémunérations intermédiaires et honoraires, passés de 40 384 € (2015) à 20 038 € (2016) ;

- Les charges financières se sont infléchies de 16,06 %, les charges exceptionnelles de 74, 3% (de 2260 € à 596 €) ;

- Les charges diverses, valeurs comptables des immobilisations cédées et différences sur réalisations positives transférées, ont pour leur part septuplé entre 2015 (35 000 €) et 2016 (245 876 €).

Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement sont divisées en six catégories:

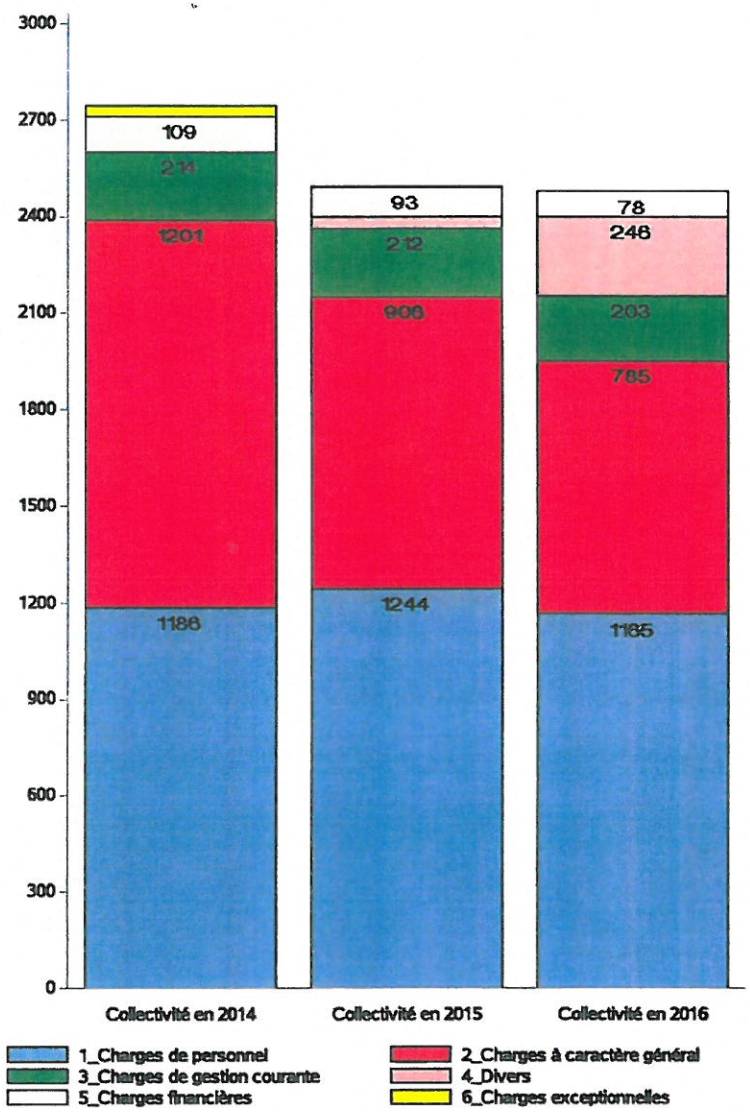
1. Les charges à caractère général (achat de petit matériel, entretien et réparations, fluides, assurances...)
2. Les charges de personnel (salaires et charges sociales)
3. Les charges de gestion courante (subventions et participations, indemnités des élus...)
4. Les charges financières (intérêts des emprunts, frais de renégociation...)
5. Les charges exceptionnelles (subventions exceptionnelles, amendes...)
6. Les charges calculées (dotations aux amortissements et provisions...)

Réalisation des Dépenses de fonctionnement en euros en 2016

	Montant	Taux de réalisation *
Charges à caractère général	785 397	100%
Charges de personnel	1 165 185	99%
Charges de gestion courante	203 041	97%
Charges financières	78 494	97%
Charges exceptionnelles	596	5%
Divers	245 876	100%
Total	**2 478 589**	

*Dépenses de fonctionnement effectives / crédits budgétaires *100

Evolution des Dépenses de fonctionnement en K euros



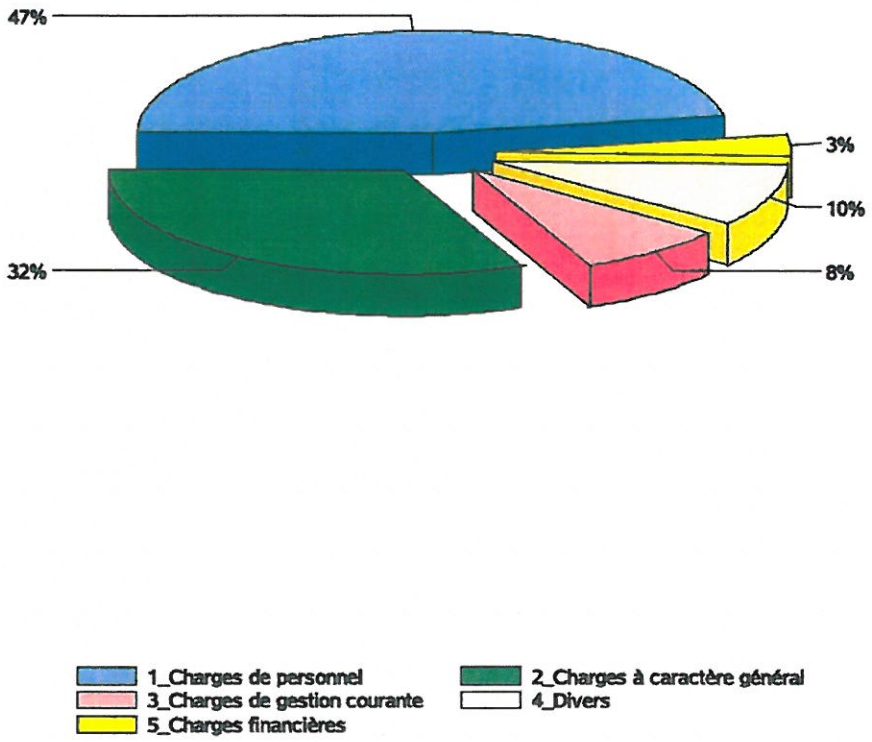
Dépenses de fonctionnement

Répartition des Dépenses de fonctionnement en euros en 2016 (Présentation croisée)

Données non disponibles

Structure des Dépenses de fonctionnement en euros en 2016

Montant des Dépenses de fonctionnement : 2 478 588,97 euros



Les recettes de fonctionnement :

Elles ont progressé de 7,07% entre 2015 et 2016 et persistent, sur la base d'un ratio de 1 158 €/hab, à se situer au-delà des autres moyennes dégagées : département : 793 €, région : 834 € et France entière : 865 €.

Les recettes de fiscalité locale ont augmenté de 4,10 % entre 2015 et 2016. Pour mémoire, 1 209 logements étaient imposés à la taxe d'habitation, 196 établissements : à la cotisation foncière des entreprises et, 136 : à la cotisation minimum de cotisation foncière.

S'agissant des bases nettes « ménages » taxées au profit de la commune, elles continuent de s'avérer, au niveau de la taxe d'habitation, supérieures à la moyenne départementale, mais inférieures aux moyennes régionale et nationale. Au regard de la taxe foncière sur les propriétés bâties, elles restent toujours supérieures aux moyennes départementale et régionale, mais de peu inférieures à la moyenne nationale.

S'agissant des taux d'imposition en matière de taxe d'habitation, ainsi que de taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties, ils demeurent sensiblement inférieurs aux taux des autres communes de même strate sur le département et la région.

Et,s'agissant des produits, ils sont inférieurs aux moyennes départementale et régionale pour ce qui relève de la taxe d'habitation, mais sont supérieurs à la seule moyenne départementale concernant la taxe foncière sur les propriétés bâties.

Et, pour ce qui relève de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, ses bases sont inférieures aux moyennes départementale et régionale tandis que ses taux et produits leur sont supérieurs.

Du fait surtout de la réduction de la dotation globale de fonctionnement, s'étant infléchie de 119 683 € (2015) à 55 444 € (2016), les dotations, subventions et participations ont perdu 8,43 % entre 2015 et 2016 alors que, dans le même temps, les produits courants augmentaient de 13,87 %.

En 2016, la commune a encaissé par ailleurs 213 957 € € de produits exceptionnels (cessions d'immobilisations, pour l'essentiel) et enregistré une variation à la baisse (- 22,32%) de ses produits divers.

Recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement sont divisées en six catégories:

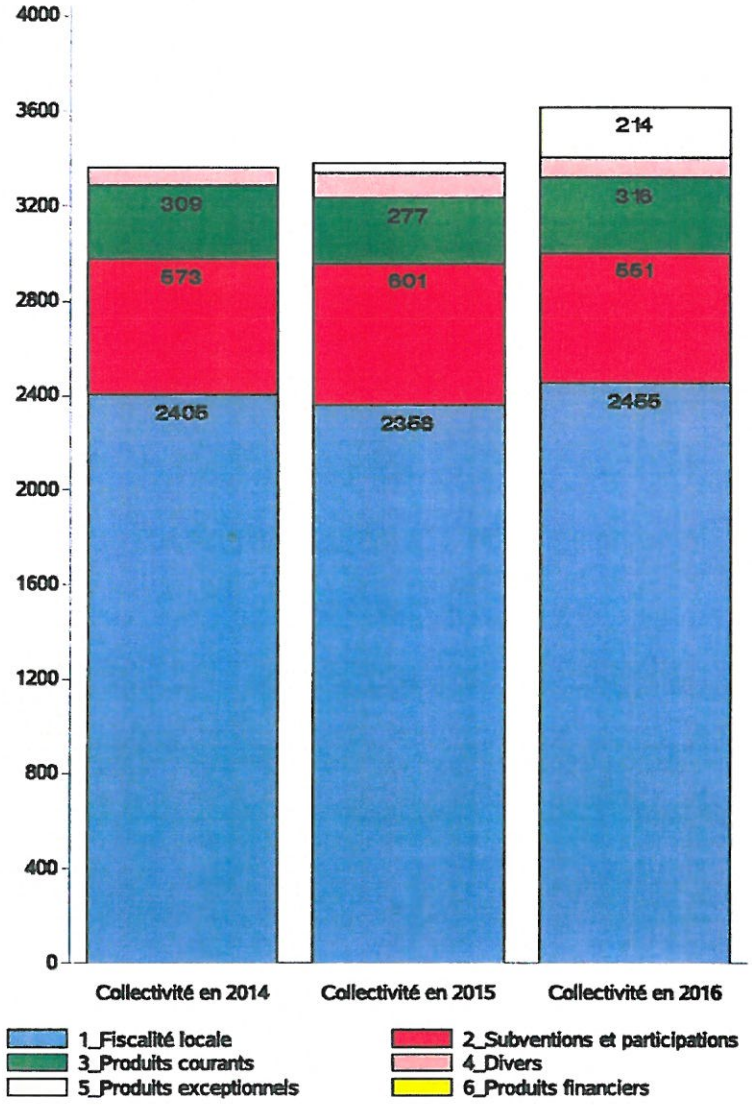
1. La fiscalité directe locale
2. Les subventions et participations de l'Etat et des autres collectivités (dont les dotations)
3. Les produits courants (locations, baux, revenus de l'exploitation, des services publics)
4. Les produits financiers (produits des placements...)
5. Les produits exceptionnels (produits des cessions d'immobilisation...)
6. Les produits calculés (reprises sur amortissements et provisions)

Réalisation des Recettes de fonctionnement en euros en 2016

	Montant	Taux de réalisation *
Fiscalité locale	2 454 670	96%
Subventions et participations	550 596	97%
Produits courants	315 967	106%
Produits financiers	0	0%
Produits exceptionnels	213 957	94%
Divers	83 111	74%
Total	**3 618 299**	

*Recettes de fonctionnement effectives / crédits budgétaires *100

Evolution des Recettes de fonctionnement en K euros



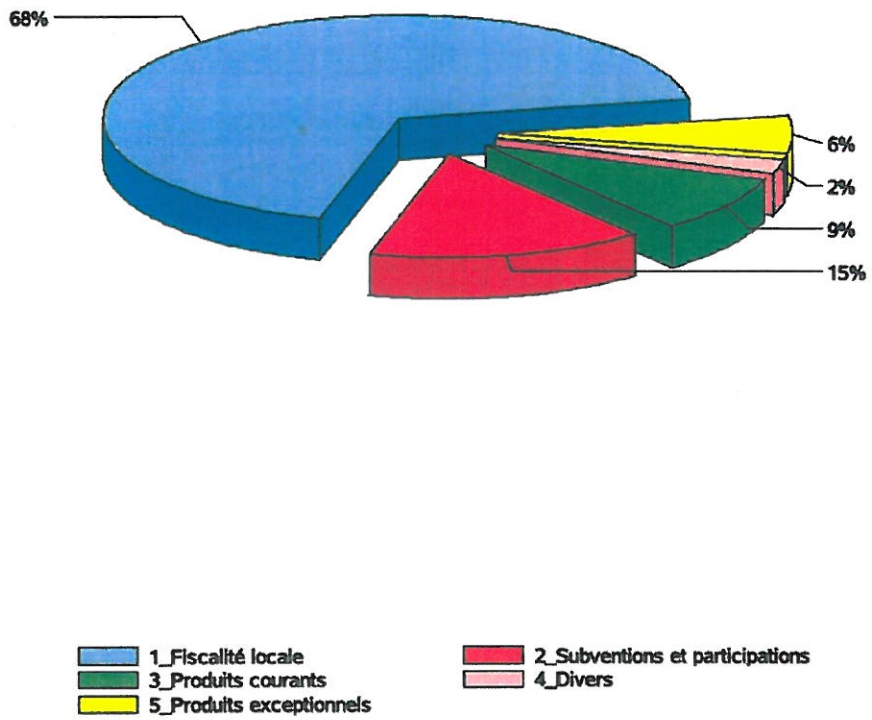
Recettes de fonctionnement

Répartition des Recettes de fonctionnement en euros en 2016 (Présentation croisée)

Données non disponibles

Structure des Recettes de fonctionnement en euros en 2016

Montant des Recettes de fonctionnement : 3 618 299,40 euros



L'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement :

Après leur diminution significative entre 2014 et 2015, de 36,50 %, elles ont enregistré une nouvelle baisse très importante de 47,59 % de 2015 à 2016, due pour l'essentiel à la maîtrise des dépenses d'équipement.

En revanche, la charge du remboursement de la dette continue de croître : 324 107 € (2014), 339 513 € (2015) et 354 757 € (2016), de même que les autres dépenses d'investissement qui, de nulles en 2015, passent à 31 919 € en 2016.

Dépenses d'investissement

Réalisation des Dépenses d'investissement en euros en 2016

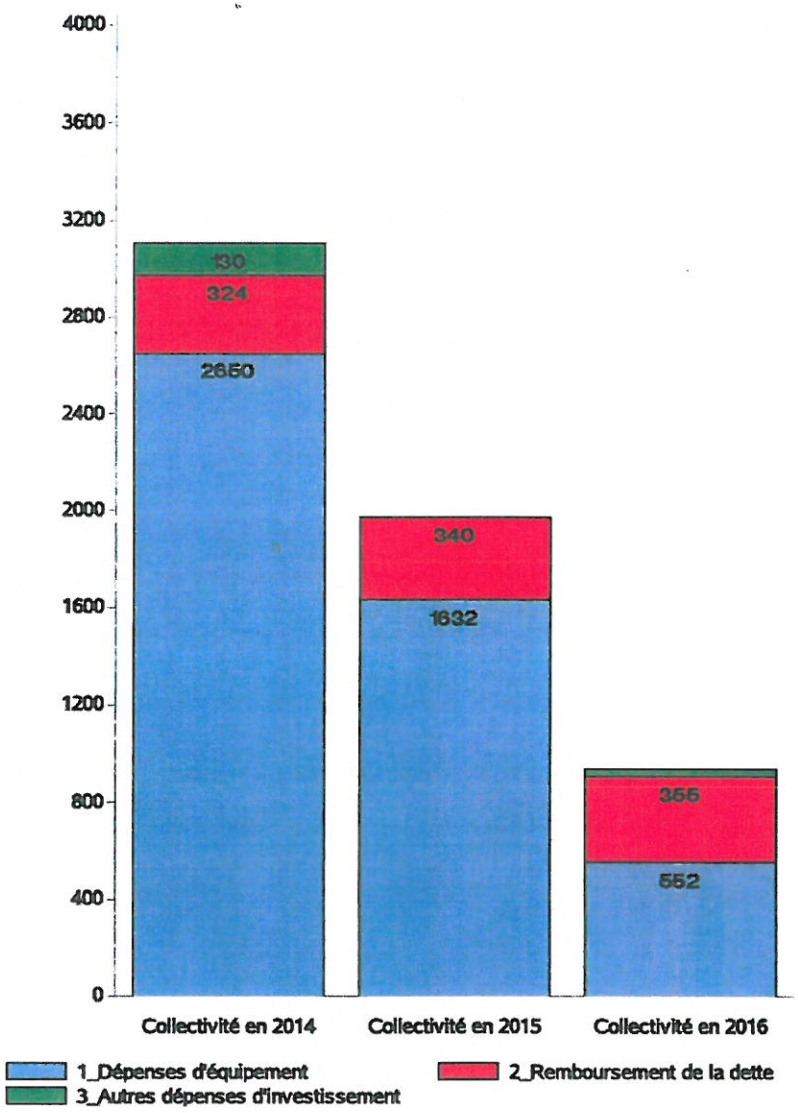
	Montant	Taux de réalisation *
Dépenses d'équipement	551 590	36%
Remboursement de la dette	354 757	100%
Autres dépenses d'investissement	31 919	100%
Total	**938 267**	

*Dépenses d'investissement effectives / crédits budgétaires *100

Répartition des Dépenses d'investissement en euros en 2016 (Présentation croisée)

Données non disponibles

Evolution des Dépenses d'investissement en K euros



Les recettes d'investissement :

Leur ratio s'établit à 760 €/hab, soit à un niveau bien supérieur à toutes les autres moyennes de référence : département : 299 €, région 306 €, national : 378 €.

Les produits de dotations et de fonds globalisés, en ce compris 1 264 217 € d'excédents de fonctionnement capitalisés, qui avaient déjà enregistré une hausse de 12,03 % entre 2014 et 2015, ont poursuivi leur courbe ascendante : + 15, 99 % entre 2015 et 2016..

Les autres recettes de dotations se détaillent comme suit :

- Versement de FCTVA de 368 149 €, alors qu'il s'élevait à 104 136 € en 2015 ;

  Pour information: l'assiette des dépenses éligibles est établie au vu du compte administratif de la pénultième année (article R. 1615-1 du CGCT). Il existe donc un décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense éligible et l'attribution du FCTVA ;.

- Taxe d'aménagement : 61 338 € (52 025 € en 2015).

Les subventions d'investissement, d'un montant de 117 677 € en 2015, ont pratiquement doublé (239 256 €) en 2016.

Quant aux autres recettes d'investissement, en l'occurrence de 245 876 € (35 000 € en 2015), elles sont liées aux cessions d'actifs immobilisés réalisées par la commune.

Recettes d'investissement

Réalisation des Recettes d'investissement en euros en 2016

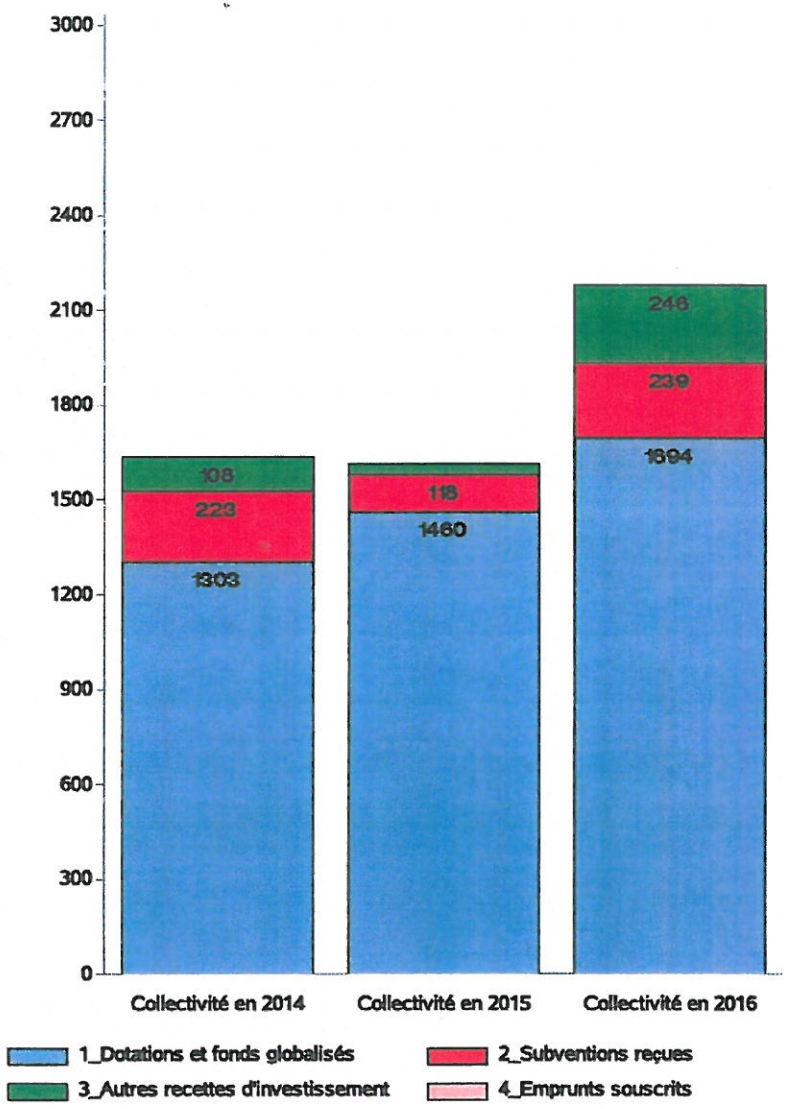
	Montant	Taux de réalisation *
Dotations et fonds globalisés	1 693 703	101%
Subventions reçues	239 256	102%
Emprunts souscrits	840	
Autres recettes d'investissement	245 876	100%
Total	**2 179 676**	

*Recettes d'investissement effectives / crédits budgétaires *100

Répartition des Recettes d'investissement en euros en 2016 (Présentation croisée)

Données non disponibles

Evolution des Recettes d'investissement en K euros



Résultat et autofinancement :

Les définitions du résultat de l'exercice et la capacité d'autofinancement sont explicitées en légende des graphiques retraçant leur évolution.

Après les hausses successives de 2014 (619 568 €) et 2015 (886 780 €), le résultat de l'exercice 2016 s'est encore amélioré de 28,52% (1 139 710 €) du fait d'une augmentation des produits plus marquée que celle des charges de fonctionnement.

La capacité d'autofinancement brute représente un ratio de 397 €/hab avec 142,35% d'autofinancement net (ce coefficient permet de mesurer la capacité de la commune à rembourser le capital des emprunts et à financer des investissements nouveaux à partir de l'autofinancement dégagé par les opérations de fonctionnement) pour les dépenses d'équipement. Pour mémoire, la moyenne nationale s'établit à 166 € avec un pourcentage d'autofinancement net de 34,40 % toujours dans la même strate démographique et, de 142 € dans le département, avec un pourcentage de 45,43 %.

Disposant d'une capacité d'autofinancement brute plus de 2,5 fois supérieure à celles existant dans la même catégorie démographique, sans que ce constat ne soit impacté par les charges financières pesant sur elle par ailleurs, le financement des investissements de la Commune, à l'aide de ses ressources de fonctionnement, s'avère désormais facilité par l'exercice d'une politique raisonnée d'investissement : ratio : (192 €/hab) pour 188 € (département), 198 € (région) et 273 € (national).

Résultat

Tableau de calcul du résultat

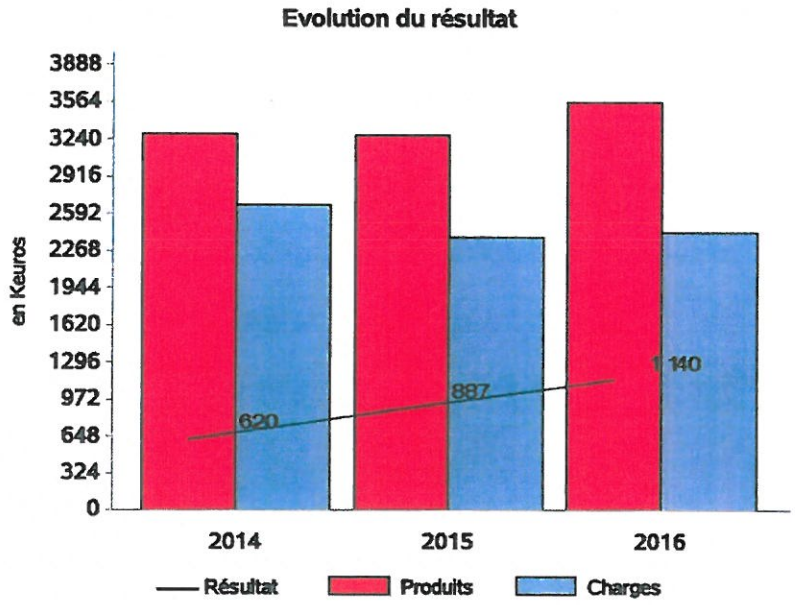
Produits de fonctionnement	3 567 108
Charges de fonctionnement	-2 427 398
Résultat de l'exercice	**1 139 710**

Le résultat est égal à la différence entre la totalité des produits et des charges de fonctionnement constatés au cours de l'exercice.

Il tient compte des dotations et reprises sur amortissements et provisions.

Il équivaut au solde positif ou négatif de la section de fonctionnement qui apparait dans le compte administratif.

Le résultat traduit l'enrichissement ou l'appauvrissement de la collectivité constaté au cours de l'exercice.



Autofinancement

Tableau de calcul de la CAF

Résultat de l'exercice	1 139 710
- produits de cession des immobilisations	-213 957
+ autres charges calculées	245 876
- autres produits calculés	-31 919
Capacité d'autofinancement brute	**1 139 710**
- remboursement de dettes bancaires et assimilées	-354 537
Capacité d'autofinancement nette	**785 173**

La CAF est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) et les charges réelles.

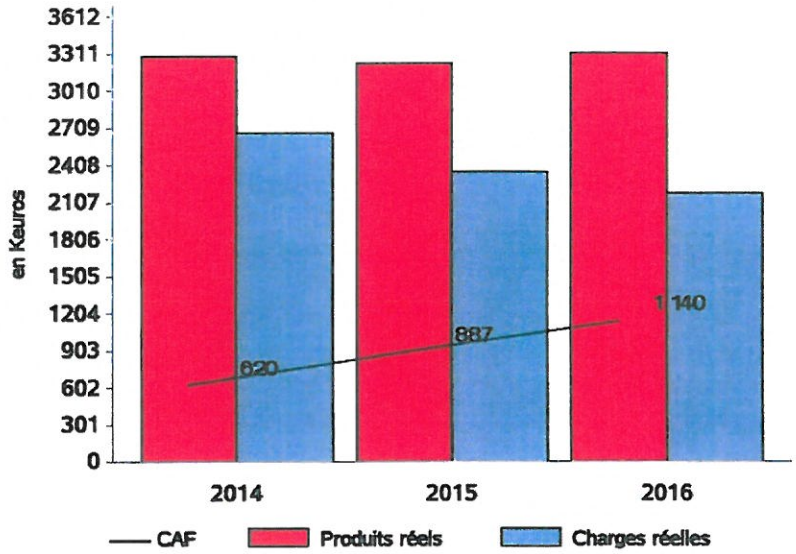
Les produits et charges réels sont les opérations qui donnent lieu à encaissement et décaissement effectifs.

Ils ne tiennent donc pas compte des dotations et reprises sur amortissements et provisions qui constituent des charges et produits dits calculés.

La CAF brute traduit la capacité de la collectivité à financer, par son fonctionnement courant, ses opérations d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement, ...).

La CAF nette mesure la capacité de la collectivité à financer ses dépenses d'investissement par ses ressources propres, une fois acquittée la charge obligatoire de la dette.

Evolution de la CAF



Financement des équipements :

Le tableau de financement des investissements fait apparaître un excédent d'investissement de 1 117 000 €, le résultat de fonctionnement s'élevant à 1 140 000 € pour des investissements de 552 000 €, différence encore augmentée par l'excédent des autres ressources sur les autres emplois.

Contrairement à 2014 et 2015, la Commune n'a pas dû puiser dans sa trésorerie (*cf.* infra).

La charge des amortissements sur emprunts ou de remboursements en capital en 2016 s'est élevée à 354 357 € en section d' investissement et à 78 494 € en section de fonctionnement pour les intérêts, ce qui représente un montant d'annuités de la dette par habitant de 150 € pour 75 € pour le département et la région, 95 € en moyenne nationale .

L'encours de dette diminue continue de décroître régulièrement dès lors que, de 2 206 141 € au 31/12/2014, puis 1 867 028 € au 31/12/2015, il s'établit maintenant à 1 513 111 €, soit 527 € par habitant tandis que la moyenne des communes de même strate du département et de la région sont respectivement de 485 € et 536 € (686 € au niveau national).

Le ratio encours de dettes/CAF est de 1,33 % contre 3,40 % dans le département, 3,53 % dans la région et, 4,07% au niveau national pour la même strate démographique.

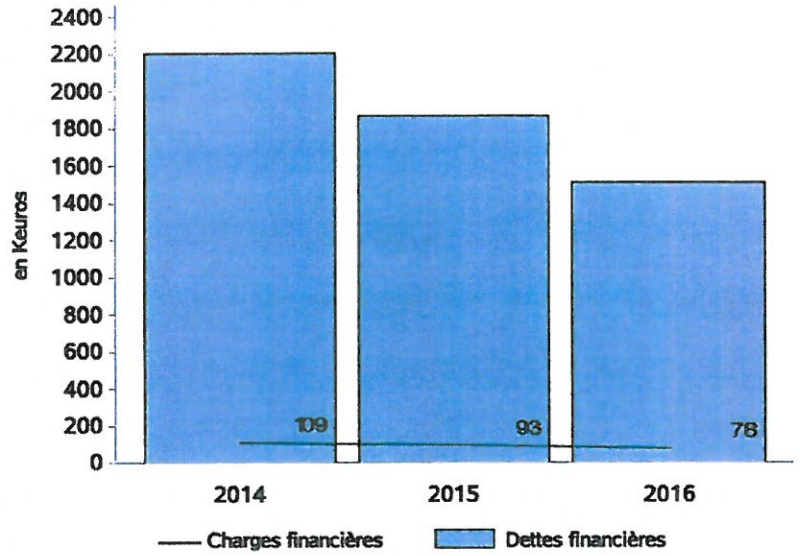
Financement des investissements

Le tableau de financement permet d'expliquer par quelles ressources (cessions d'actifs, autofinancement ou emprunts nouveaux) ont été financées les emplois de l'année (investissements nouveaux et remboursement du capital de la dette).

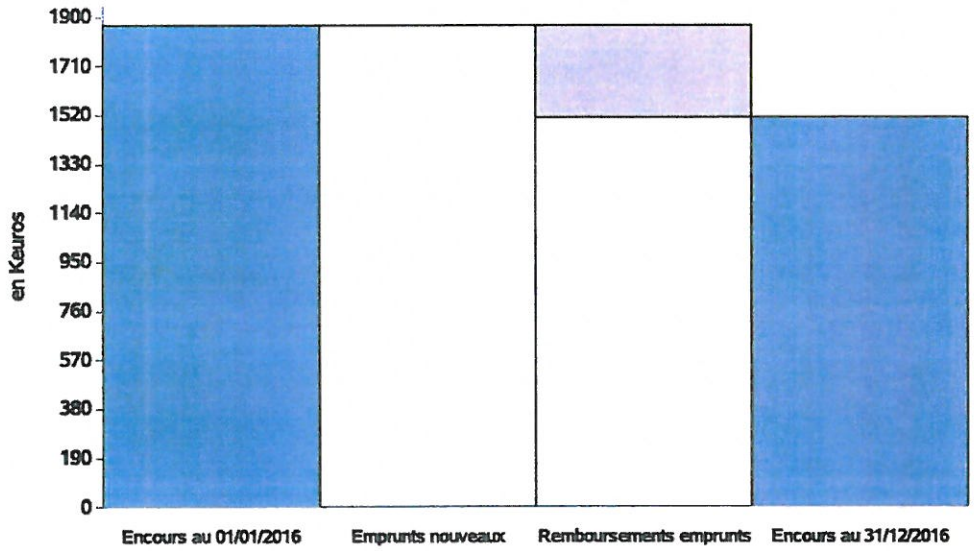
Tableau de financement 2016 en Keuros

Investissements	Exercice N	Financement des investissements	Exercice N
Acquisition d'immobilisation	552	CAF	1 140
Autres emplois		Produit de cession des immobilisations	214
Remboursement des emprunts	355	Autres ressources	670
		Emprunts nouveaux	0
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	906	TOTAL DU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 023
Excédent de financement	**1 117**	**Déficit de financement**	

Evolution des dettes et des charges financières



Variation des emprunts bancaires et dettes assimilées



Bilan et trésorerie :

A l'actif du bilan, le compte au Trésor présente un solde de 1 179 926 € (99 512 € au 31/12/2015), ce qui permet de financer 171 jours de dépenses de fonctionnement réelles.

Le fonds de roulement est passé de 80 794 € au 31/12/2015 à 1 197 696 €, représentant 417 €/hab pour des moyennes départementale de 456 €, régionale de 451 € et, nationale,de 351 €.

Quant au besoin en fonds de roulement, il redevient positif, à hauteur de 17 770 €.

Les créances sont passées de 20 184 € en 2015 à 30 776 €, soit une progression de 52,47 % .

Le taux de recouvrement sur les exercices précédents est revenu à son niveau de 2014, tandis que celui concernant l'exercice courant (2016) s'est érodé.

	Taux de recouvrement ex courant	Taux de recouvrement ex précédent
2014	95,68 %	99,95 %
2015	96,88 %	99,51 %
2016	93,18 %	99,90 %

Les encaissements sur l'ensemble des régies se sont un peu réduits :

2014	165 818 €
2015	154 511 €
2016	135 113 €

Le patrimoine de la Commune est valorisé à 25 222 229 € (24 804 744 € en 2015).

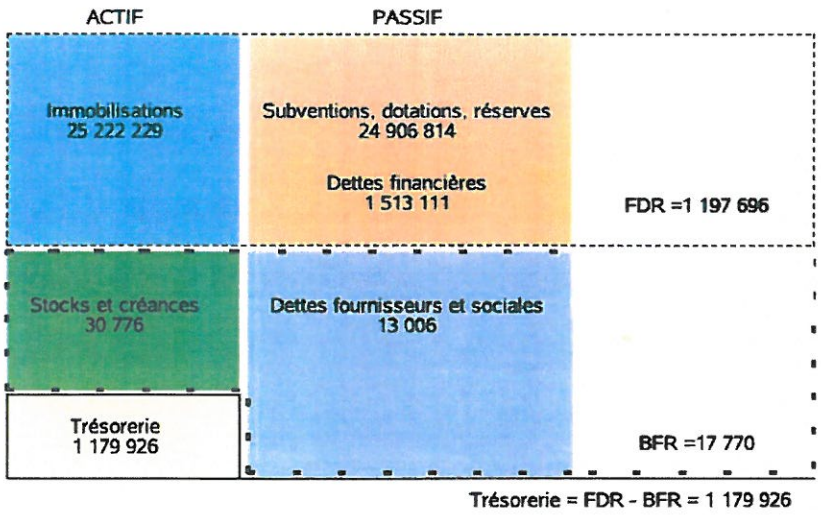
Au passif du bilan, dans la rubrique « subventions, dotations, réserves » d'un montant de 24 906 814 €, est inclus le compte de réserves 1068 valorisé à 16 635 449 €. Pour mémoire, ce compte « Excédents de fonctionnement capitalisés » est crédité de la part des résultats excédentaires de la section de fonctionnement qui a été affectée par l'assemblée délibérante au financement de la section d'investissement par le débit du compte 110 « Report à nouveau » (opération d'ordre semi-budgétaire).

Les dettes aux fournisseurs ont été divisées par 3 entre 2015 (38 902 €) et 2016 (13 006 €].

L'encours de la dette (détail en annexe) s'élève au 31/12/2016 à 1 511 090 €.

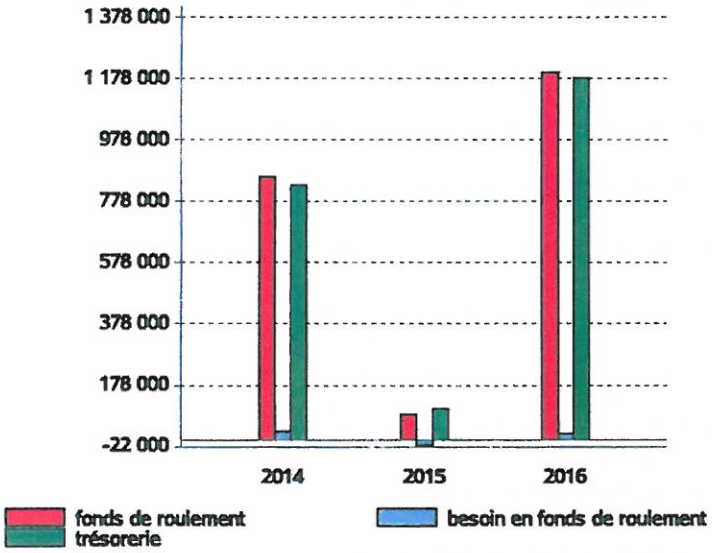
Bilan et équilibre financier

Bilan fonctionnel 2016



Trésorerie = FDR - BFR = 1 179 926

Evolution de l'équilibre financier



Le bilan retrace le patrimoine de la collectivité au 31 décembre.
Ce patrimoine comprend un actif (les biens immobiliers ou mobiliers, les créances, les stocks et la trésorerie) et un passif (total des moyens de financement que détient la collectivité).

Le bilan fonctionnel est un bilan condensé visant à fournir une vision de la collectivité en terme d'emplois et de ressources. Il permet d'identifier les politiques d'investissement et de financement des années passées.A partir du bilan fonctionnel, sont déterminés le fonds de roulement, le besoin en fonds de roulement et la trésorerie nette.

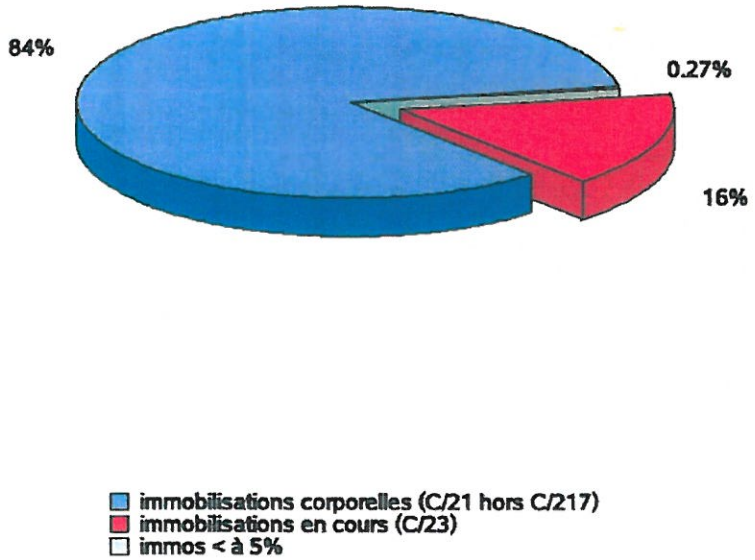
Le fonds de roulement (FDR) est égal à la différence entre les financements disponibles à plus d un an (les dotations et réserves, les subventions,les emprunts) et les immobilisations (les investissements réalisés et en cours de réalisation). Cette différence correspond, en comptabilité budgétaire, à la somme des excédents définitifs que la commune a dégagés au cours du temps. Le fonds de roulement permet de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est égal à la différence entre l'ensemble des créances (y compris stocks) et les dettes à court terme (dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales...). Le BFR traduit le décalage entre perception de recettes et paiement de dépenses.

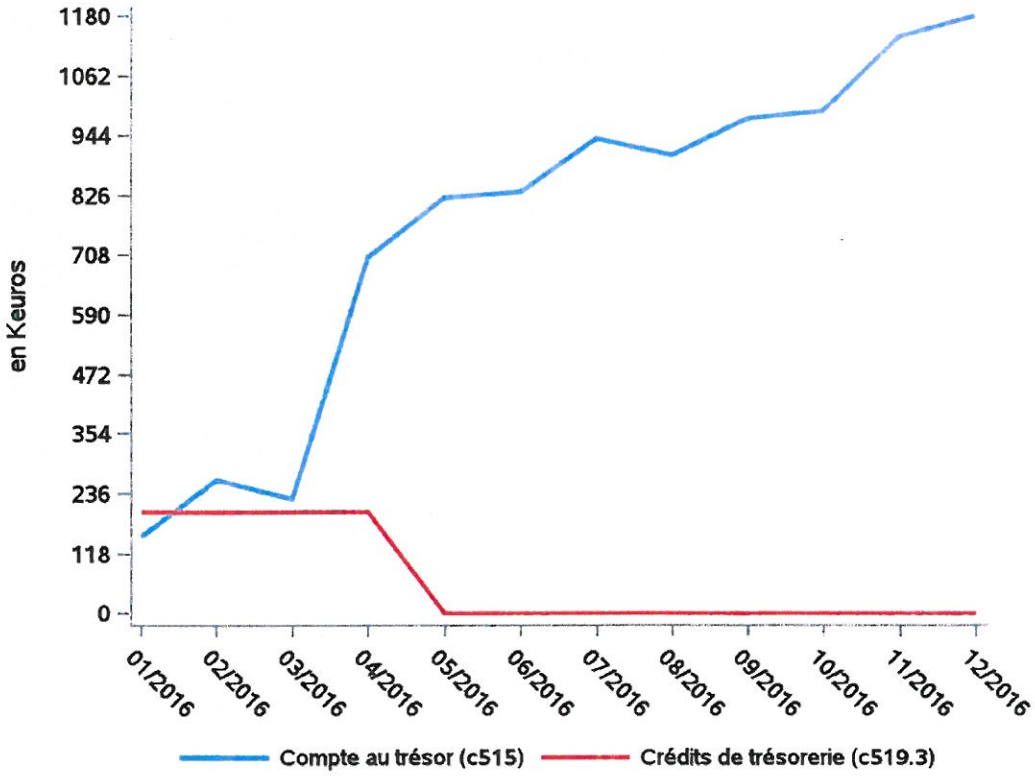
La trésorerie du bilan comprend le solde du compte au Trésor, mais également les autres disponibilités à court terme comme les valeurs mobilières de placement. Des crédits de trésorerie peuvent être souscrits auprès d'établissements bancaires afin de faire face à des besoins ponctuels de disponibilités. Ils s'assimilent à des dettes à court terme et figurent donc au passif du bilan. Elle apparaît comme la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement.

Actif immobilisé et Trésorerie

Structure de l'actif immobilisé



Evolution de la trésorerie



Dans le document de valorisation afférent à l'exercice 2015, il avait été recommandé à la Commune d'infléchir sa politique d'investissement qui, jusqu'alors, ne se montrait pas en phase avec ses capacités réelles d'autofinancement.

Force est de constater que cette recommandation a été pleinement suivie d'effet dès lors que le montant des investissements réalisés en 2016 s'est montré inférieur de moitié à la capacité d'autofinancement brute dégagée par ailleurs.

Il s'en est suivi un rétablissement spectaculaire de la trésorerie que la Commune devra, dans la mesure du possible, s'efforcer d'inscrire dans la durée si elle ne veux pas éprouver de nouveau l'inconfort lié à une situation financière tendue.

ETAT GLOBAL DE LA DETTE DE L'EXERCICE 2016

20000 PONT A MARCQ -

Arrêtée à la date du 31/12/2016

Nombre d'emprunts : 6

Numéro de l'emprunt	Prêteur	Date de versement des fonds	Date de fin	Durée en mois	Taux nominal	Type taux	Périodicité	Capital initial	Capital restant dû	Echéances mandatées de l'année 2016		
										Amortissement cumulé de l'année	Intérêts cumulés de l'année	Echéances cumulées de l'année
1641												
900115048343	CREDIT AGRICOLE DU NORD DO	25/04/01	25/10/20	240	5.31	V	S	299 285,33	286 150,83	71 387,65	298,61	71 686,26
900115048443	CREDIT AGRICOLE DU NORD DO	16/01/02	16/01/21	234	5.91	F	A	324 867,50	541 953,78	90 939,06	37 403,97	128 343,03
900115048543	CRÉDIT FONCIER DE FRANCE	12/02/98	12/11/16	228	6	F	T	444 355,04	0,00	97 850,56	3 696,28	101 546,84
900115048643	CRÉDIT AGRICOLE	20/02/02	20/11/21	240	5.55	F	T	59 416,54	109 955,27	18 583,03	6 751,57	25 334,60
900115048743	CAISSE D'EPARGNE DO	25/12/04	25/06/19	180	4.11	F	S	55 504,86	64 572,32	24 045,23	3 397,63	27 442,86
900115048843	DEXIA CREDIT LOCAL DO	01/08/05	01/08/24	240	4.56	F	A	99 428,24	508 458,79	51 731,67	25 544,68	77 276,35
Total du compte 1641								**1 282 857,51**	**1 511 090,99**	**354 537,20**	**77 092,74**	**431 629,94**
Total global								**1 282 857,51**	**1 511 090,99**	**354 537,20**	**77 092,74**	**431 629,94**